



## Enquête AMORCE continuité SPGD – 2<sup>ème</sup> confinement crise COVID19

### Etat des lieux du 9 novembre 2020

122 collectivités ont répondu à l'enquête représentant une population de 26,9 M d'habitants.

#### **Collectes (89 collectivités, 12,5 M d'hab)**

100% de maintien des collectes OMR et des principales collectes séparées (emballages, papiers et verre). Continuité de service toujours assurée.

6% des collectivités déclarent un arrêt de collectes séparées spécifiques (dont dans 60% des cas des collectes d'encombrants au porte à porte, 20% des cas de la collecte des textiles, et 20% des cas de la collecte des papiers des professionnels). Les motifs d'arrêt évoqués sont un service jugé non essentiel (50%) puis le manque de personnel (25%) et une protection sanitaire du personnel insuffisante.

La principale mesure mise en place par les collectivités pour assurer une continuité du service de collecte (OMR + collectes sélectives) est la fourniture et imposition ou proposition du port de masques pour les agents de collecte (78% des collectivités).

L'absentéisme est évalué comme constant pour 72% des collectivités et en hausse pour 24% d'entre elles.

Au regard de l'évolution des cas de Covid et des procédures entourant l'identification et l'isolement des cas contacts, le paramètre absentéisme sera particulièrement suivi dans prochaines semaines, surtout concernant les chauffeurs. Plusieurs collectivités déclarent de vraies difficultés à faire appliquer les mesures de protection aux agents.

La majorité des collectivités (89%) n'envisagent pas d'évolution des collectes séparées. 4% envisagent d'arrêter certaines collectes d'emballages en raison de l'absentéisme du personnel qui progresse et 2% des collectivités envisagent un impact sur les collectes d'OMR (arrêt de certaines tournées ou réduction de la fréquence de collecte). Plusieurs collectivités constatent encore la présence de masques et de gants usagés dans les collectes sélectives.

#### **Composteurs partagés / collectifs (58 collectivités, 10 M hab)**

89 % des collectivités déclarent avoir maintenu l'intégralité des composteurs partagés dont elles ont la charge accessibles aux usagers sur leur territoire (2% n'ont pas maintenu l'accès et 7% ne savent pas précisément).



Pour les 24% de collectivités (2 collectivités) ayant suspendu l'accès aux composteurs partagés, les motifs invoqués sont le manque de personnel pour la gestion des sites ou une consigne de fermeture demandée par le prestataire de gestion des sites de compostage partagé.

96% des collectivités souhaitent maintenir l'accès au public des sites de compostage partagé tandis qu'une collectivité indique envisager la fermeture des sites de compostage partagé situés sur la voie publique alors qu'une autre, à contrario, envisage de ne maintenir que les sites situés sur l'espace privé.

**Déchèteries (101 collectivités sur 122 exerçant la compétence gestion des déchèteries. 94 collectivités assurent la gestion haut de quai ou haut de quai/bas de quai de leurs déchèteries soit 837 déchèteries - 20 M d'hab)**

98% des collectivités ont indiqué via l'enquête l'ouverture totale de leurs déchèteries à l'ensemble des usagers et 2% ont annoncé une ouverture restreinte (1% concernées par l'ouverture limitée uniquement aux professionnels/services publics sur toutes les déchèteries et 1% par l'ouverture partielle de leurs déchèteries). Aucune collectivité n'a indiqué la fermeture totale de ses déchèteries.

Parmi l'échantillon exploitable, 76% des déchèteries sont ouvertes aux professionnels, services techniques et particuliers, 23% sont ouvertes aux particuliers uniquement et 1% sont ouvertes aux professionnels uniquement ou sont fermées.

41% d'entre elles fonctionnent avec un nombre de visiteurs réduit, 3% d'entre elles ont mis en place un accès sur rendez-vous (application/formulaire en ligne) et 2% ont renforcé leurs équipes (agents ou gardiens).

94% des déchèteries ouvertes ont instauré l'obligation du port du masque pour les agents de déchèteries et 91% des déchèteries ouvertes ont instauré cette mesure pour les usagers.

Aucune évolution notable dans les jours à venir n'est envisagée par rapport à la situation actuelle. En revanche, le taux de réponse des collectivités est très bas sur cette question (pour 88,5% des déchèteries, le champ n'a pas été renseigné; 11,4% des déchèteries resteront quant à elles ouvertes et 0,1% d'entre-elles seront fermées partiellement ou totalement).

Les motifs liés à cette réduction ou fermeture de service sont l'absentéisme d'une partie du personnel (cas de COVID) qui est l'un des paramètres qui sera le plus suivi dans les prochaines semaines, le souhait de la collectivité de limiter au maximum les contacts entre les usagers et le fait que le service soit considéré comme non essentiel.

Par ailleurs, 20% des collectivités ont indiqué mettre en place des mesures sanitaires supplémentaires (limitation du nombre d'usagers par quai, renforcement de la distanciation physique, arrêt de l'aide au déchargement, désinfection des points de contact, diminution du nombre d'agents).



Le taux d'absentéisme lié au COVID-19 des répondant n'est pas représentatif, la majorité des collectivités ayant indiqué ne pas connaître le taux d'absentéisme pendant le confinement/hors confinement et environ 20% des collectivités ont indiqué des taux d'absentéisme nuls.

Finalement, 17% des collectivités ont indiqué ne pas rencontrer de difficultés avec l'enlèvement de leurs flux en déchèterie suite au re-confinement contre 5% ayant indiqué rencontrer des difficultés (évacuation de lampes/néons, fermeture de ressourceries, arrêt de la collecte des objets réemployables). 77% des collectivités n'ont pas répondu à la question et 1% ne sait pas répondre à la question.

### **Centre de tri (50 Centres de tri - 17,2 M d'hab)**

100 % des centres de tri fonctionnent à ce jour en nominal (0% arrêté ou en fonctionnement en mode dégradé). Aucune évolution du tri n'est envisagée par rapport à cette situation.

Le port du masque en milieu clos étant obligatoire la question n'a pas été posée sur cette première enquête.

On constate que 15% des répondants rencontrent dès aujourd'hui des difficultés à l'enlèvement des recyclables, confortant les inquiétudes sur la situation des débouchés des flux triés. Les plastiques, les EMR, le JRM, l'acier et le GM sont particulièrement concernés. L'aluminium, les films le sont aussi pour quelques collectivités.

Les centres de tri nous remontent également une baisse de la qualité de la collecte entrante entre autres difficultés rencontrées.

15 % des centres de tri ayant répondu à la question constatent une hausse du taux d'absentéisme.

Plusieurs collectivités constatent encore la présence de masques et de gants usagés dans les collectes sélectives.

### **PLATEFORMES DE COMPOSTAGE / METHANISATION de déchets verts et/ou de de biodéchets (24 CL – 4,9 Millions d'habitants)**

Cela correspond à 39 plateformes et unités de valorisation de déchets verts et/ou de biodéchets (28 plateformes de compostage de déchets verts uniquement ; 9 plateformes de compostage de déchets alimentaires de type cuisine et de table + déchets verts et 2 unités de méthanisation-compostage également de biodéchets triés à la sources)

A date, la quasi totalité des activités des plateformes de compostage et unités de méthanisation consultées fonctionnent normalement : 97% des plateformes de compostage/méthanisation



fonctionnent normalement et seulement 3% des plateformes fonctionnent partiellement (de manière dégradée, avec un régime réduit).

Ponctuellement, il a été soulevé que l'approvisionnement en déchets verts se fait correctement contrairement au précédent confinement, largement expliqué par le maintien des activités des déchèteries à l'ensemble des usagers, professionnels et services techniques des collectivités.

Le taux d'absentéisme identifié est constant.

## **UNITÉS DE TRAITEMENT MÉCANO-BIOLOGIQUE (9 CL – 4,1 Millions d'habitants)**

Consultées pour cette enquête, 89 % des unités de traitement mécano-biologique (dont 4 unités de tri-compostage, 3 unités de tri-méthanisation et 1 unité de tri-stabilisation) sont en fonctionnement. Seule une unité est arrêtée, pour cause d'exutoire de traitement de substitution (présence d'un UIOM sur le territoire).

Le taux d'absentéisme est relativement constant.

## **UVE (25 collectivités répondantes - 4,3 Mt de capacités annuelles autorisées de concernées)**

Concernant l'évolution du gisement entrant depuis le début de ce second confinement<sup>1</sup>, 69% des maîtres d'ouvrage d'UVE n'observent pas d'évolution, tandis que 23 % constatent une baisse du gisement à incinérer et 8 % une hausse.

Peu de difficultés semblent être rencontrées pour assurer la continuité de service des installations par rapport au premier confinement. Toutefois, deux unités relèvent des complications pour la mobilisation et la gestion des interventions nécessaires d'entreprises extérieures. Les répondants (une unité concernée à chaque fois) sont également confrontés à un cluster COVID, à des difficultés d'absentéisme, au traitement de déchets non ultimes (collectes séparées, refus de tri avec valorisables excessifs, ...), et à la baisse prix de vente d'électricité sur le marché libre.

Le taux d'absentéisme reste toutefois relativement constant à ce jour.

---

<sup>1</sup> A noter toutefois que sur les 25 collectivités répondantes, 48% ne sont pas encore en mesure d'évaluer une évolution éventuelle du gisement entrant.



## **ISDND (15 collectivités répondantes - 1,15 Mt de capacités annuelles autorisées de concernées)**

Concernant l'évolution du gisement entrant depuis le début de ce second confinement<sup>2</sup>, 89% des maîtres d'ouvrage d'ISDND n'observent pas d'évolution sur le gisement à stocker, tandis que 11% constatent une baisse. Il n'y a pas de retour sur une éventuelle hausse des tonnages à stocker.

De façon similaire aux UIOM, peu de difficultés semblent être rencontrées pour assurer la continuité de service des installations par rapport au premier confinement. Deux unités font remonter des difficultés d'absentéisme du personnel. Une unité est également impliquée dans le traitement de déchets non ultimes (collectes séparées, refus de tri avec valorisables excessifs, ...), et une autre rencontre des difficultés à la mobilisation et la gestion des interventions nécessaires d'entreprises extérieures.

43 % des unités ayant répondues à la question (moitié des répondants) constatent une hausse du taux d'absentéisme.

---

<sup>2</sup> Sur les 15 collectivités répondantes, 40% ne sont pas encore en mesure d'évaluer une évolution éventuelle du gisement entrant.